



Premières réactions à la proposition du Brésil quant à la façon de faire progresser le dossier de l'agriculture

Lors de la dernière réunion du Comité de l'agriculture en session extraordinaire (groupe de négociation sur l'agriculture) (16 avril 2024), la première depuis la 13^e Conférence ministérielle de l'OMC à Abou Dhabi, le Président, l'ambassadeur de Türkiye Alparslan Acarsoy, a déclaré aux Membres de l'OMC qu'il y avait un « besoin urgent » d'une nouvelle réflexion sur les perspectives de négociation et sur le processus visant à sortir de l'impasse persistante.

Le Président a recommandé aux Membres de s'appuyer sur les bases solides établies lors de la CM13. Il a suggéré d'examiner le cadre de la réforme agricole étant donné que de « reprendre à zéro ne serait pas productif ». Cela fait écho à la proposition brésilienne de faire avancer les négociations sur l'agriculture.

La proposition du Brésil « Faire avancer les négociations sur l'agriculture » diffusée le 9 avril, a été examinée lors de la réunion du groupe de négociation sur l'agriculture. Bien qu'il y ait eu un accord général sur le fait qu'il n'était pas nécessaire de repartir de zéro, des divergences sont apparues entre les Membres sur la question de savoir s'il fallait envisager un résultat équilibré sur tous les sujets de négociation sur l'agriculture ou s'attaquer à des questions spécifiques en priorité.

C'est notamment le cas de la question des stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, pour laquelle le document brésilien n'a pas inclus de solution permanente à convenir sur une base distincte. C'était l'option préconisée par l'Inde et d'autres membres du G-33 ainsi que par les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Le Brésil a plutôt suggéré de reporter l'adoption d'une solution permanente à la CM14.

Réactions

Le retrait des stocks publics de la proposition du Brésil n'a pas plu à un certain nombre de pays Membres en développement, dont l'Inde, qui ont exhorté les Membres à remplir le mandat sur la question en suspens depuis la décision ministérielle de Bali en 2013.

Selon un représentant sur le commerce à Genève, l'Inde a souligné que la sécurité alimentaire était une question de sécurité nationale. Étant donné que seuls 17 % de la production alimentaire mondiale sont commercialisés, le commerce ne peut à lui seul garantir la sécurité alimentaire dans les pays en développement. L'Inde a demandé que les négociations sur les stocks publics soient conclues sans les lier aux résultats du soutien interne. L'Indonésie (représentant le G33), la Jamaïque (représentant les pays d'ACP), le Tchad (représentant le groupe africain) et le Sri Lanka ont soutenu l'Inde.

Partageant le point de vue du Brésil sur la voie à suivre (qui devrait être adoptée par le Conseil général en juillet), les pays du Groupe de Cairns (Australie, Canada, Costa Rica, Colombie, Ukraine, ce dernier étant un nouveau membre du groupe) ont salué son initiative et réclamé une structure claire pour orienter les négociations dans la bonne direction avant la pause estivale, a souligné la source de Genève. Les pays les moins avancés (PMA) et les pays africains producteurs de coton, connus sous le nom de C4 (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad), ont également apporté leur soutien au processus.

L'UE a déclaré qu'elle était ouverte au scénario proposé par le Brésil, mais a noté que la priorité devrait être donnée au soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges et aux stocks publics. La Chine, la Nouvelle-Zélande, Fidji et Samoa ont soutenu la poursuite des négociations en utilisant le texte du Président distribué le 16 février comme base pour les négociations futures.

Les États-Unis ont déclaré qu'ils « examinaient attentivement les prochaines étapes » et qu'ils participaient actuellement à des consultations bilatérales et à des réunions en petits groupes avec les Membres afin d'explorer de nouvelles idées et approches.

Contrairement à la Chine, les États-Unis sont réticents à reprendre les négociations sur la base du texte d'Abou Dhabi. Il a été rapporté que certains Membres du groupe de Cairns se sont rangés du côté des États-Unis en incluant l'accès au marché ainsi que d'autres questions liées à l'agriculture.

Les États-Unis estiment que pour sortir de l'impasse, tous les membres doivent faire des compromis et éviter l'approche « c'est à prendre ou à laisser », a déclaré le représentant sur le commerce à Genève.

L'Ambassadeur Acarsoy a rappelé aux Membres le temps restant avant la 14^e Conférence ministérielle (CM14) au Cameroun, qui devrait avoir lieu au cours du premier trimestre 2026, en soulignant qu'ils ne devraient pas surestimer le temps disponible avant la Conférence.

« Il est de la plus haute importance de ne pas retomber dans ce piège. Comme l'a dit l'un de mes prédécesseurs, il est trop tôt jusqu'à ce qu'il soit trop tard », a-t-il conclu.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.producteursdepoulet.ca, www.producteursdoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-92



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA



EGG FARMERS
OF CANADA



TURKEY FARMERS
OF CANADA™
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA™